

Cote du document: EB 2018/123/INF.3  
Date: 15 mars 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais



Investir dans les populations rurales

## Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2017

### Note pour les représentants au Conseil d'administration

#### Responsables:

#### Questions techniques:

##### **Alvaro Lario**

Vice-Président adjoint  
Responsable des finances en chef  
et Contrôleur principal  
Département des opérations financières  
téléphone: +39 06 5459 2403  
courriel: a.lario@ifad.org

##### **Advit Nath**

Directeur et Contrôleur  
Division de la comptabilité et du Contrôleur  
téléphone: +39 06 5459 2829  
courriel: a.nath@ifad.org

##### **Allegra Saitto**

Cheffe de l'information financière  
et de l'activité fiduciaire institutionnelle  
téléphone: +39 06 5459 2405  
courriel: a.saitto@ifad.org

##### **Teresa Tirabassi**

Responsable financière principale  
téléphone: +39 06 5459 2148  
courriel: t.tirabassi@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Alessandra Zusi Bergés**

Fonctionnaire principale de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-troisième session  
Rome, 16-17 avril 2018

---

Pour: **Information**

# Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2017

## I. Introduction

1. Le présent document a pour objet de fournir un complément d'information pour faciliter la compréhension des états financiers consolidés du FIDA. Cette analyse concerne principalement les états financiers du FIDA proprement dit, c'est-à-dire la situation et les opérations financières correspondant à l'activité principale de l'institution.

## II. Environnement financier extérieur

2. En 2017, les marchés financiers sont restés instables, avec un taux d'intérêt généralement négatif dans la zone euro. Néanmoins, le portefeuille de placements global du FIDA a enregistré un rendement net positif de 2,21% (contre 2,91% en 2016).
3. Les résultats d'ensemble de cette année ont été marqués par l'incidence positive de l'affaiblissement du dollar des États-Unis par rapport aux droits de tirage spéciaux (DTS) et à l'euro. Le taux de change USD/DTS a augmenté de 5,1% entre 2016 et 2017, alors qu'il avait connu une baisse de 2,8% de 2015 à 2016. Le taux de change USD/EUR a augmenté de 13,8% entre 2016 et 2017, alors que la baisse avait été de 2,9% de 2015 à 2016.

## III. Situation financière (FIDA seulement)

4. 2017 était la deuxième année de la période couverte par la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) (2016-2018), et les approbations correspondant aux prêts, aux dons et au Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), ainsi que les contributions reçues ont été conformes aux scénarios de FIDA10.
5. Le total des actifs du FIDA (en termes de juste valeur) s'élevait à 7,7 milliards d'USD à la fin de l'année 2017 (2016: 7,2 milliards d'USD).
6. Le total de l'encours net des prêts (en termes de juste valeur) a augmenté, passant de 5,2 milliards d'USD à la fin de 2016 à 5,8 milliards d'USD à la fin de 2017. Ce mouvement est le résultat de l'effet net des décaissements supplémentaires et des rentrées de prêts, et de l'évolution positive des taux de change.
7. Le FIDA a reçu des instruments de contribution supplémentaires au titre de FIDA10, portant à 8,2 milliards d'USD le montant de ses fonds propres à la fin de l'année 2017 (2016: 8,0 milliards d'USD).
8. L'excédent total du résultat global en 2017 a été de 58,7 millions d'USD (2016: déficit total du résultat global de 447,4 millions d'USD).
9. La situation de **trésorerie** du Fonds respectait les seuils définis en la matière, avec un niveau de liquidités suffisant pour couvrir les besoins de décaissements prévus pendant plus de deux ans<sup>1</sup>. À la fin de l'année 2017, la liquidité représentait 15,1% du total des actifs.
10. **Le risque d'échéance** est le risque financier qui apparaît lorsque le calendrier et/ou l'échéance financière des flux de trésorerie (à savoir, principal et intérêts) produits par les actifs ne coïncide pas avec ceux des passifs ayant servi à les financer. Le risque de financement, le risque de refinancement et le risque de réinvestissement sont trois des risques d'échéance les plus courants. Le FIDA n'y est pas très exposé car il est principalement financé par ses fonds propres (à savoir

<sup>1</sup> Liquidité du FIDA de 1 352 millions d'USD/décaissements nets à effectuer conformément au niveau minimal de liquidité de 533,6 millions d'USD = 2,3 ans.

réserves et contributions), lesquels par définition n'impliquent pas de paiements d'intérêt/de principal.

11. Dans le cadre du mécanisme financier en vigueur (accompagnant l'emprunt), et en dépit du montant négatif des bénéficiaires non distribués (détaillé ci-dessous), le FIDA présente un montant net positif de ses fonds propres. Fin décembre 2017, le total des fonds propres (contributions plus Réserve générale) représentait 93,0% de l'ensemble de l'actif en valeur nominale. Il convient de noter également qu'au 31 décembre 2017 le total des actifs du FIDA (7,7 milliards d'USD) (sur la base de la juste valeur) était suffisant pour couvrir le total de ses engagements (0,9 million d'USD), les engagements destinés aux prêts non décaissés (3,9 milliards d'USD) et les prêts non décaissés au titre du CSD (0,8 milliard d'USD).
12. Le Cadre d'emprunt souverain est un autre indicateur de risque pour lequel le ratio dette/fonds propres<sup>2</sup> ne doit pas être supérieur à 35%. Au 31 décembre 2017, ce ratio s'établissait à 5,4%.
13. Tous les paramètres du risque financier se situent à l'intérieur des limites établies par le Cadre d'emprunt souverain adopté en 2015. Les ratios financiers sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 1

**Ratios financiers à fin décembre 2017, 2016, 2015**

(en pourcentage)

	Déc. 17	Déc. 16	Déc. 15	Seuil
Fonds propres/total des actifs	93,0	97,3	93,5	>60*
Dette/fonds propres	5,4	3,3	2,0	<35
Liquidité/actifs	15,1	15,9	17,8	>5
Liquidité/décaissements à effectuer	2,5 ans	2,2 ans	2,2 ans	
Couverture du service de la dette	0,2	0,1	0,1	<50

\* Seuil établi dans l'accord-cadre avec la banque KfW.

14. L'introduction d'activités d'emprunt est également à l'origine d'un **risque de taux d'intérêt** (risque, pour le FIDA, de ne pas être en mesure de rembourser les intérêts en raison d'un écart entre le taux d'intérêt applicable aux fonds empruntés et le taux d'intérêt applicable au portefeuille de prêts du FIDA). Le Fonds atténue actuellement ce risque en veillant à ce que les conditions de prêt applicables à ses engagements financiers correspondent à celles des fonds rétrocédés, tout en garantissant l'allocation du SAFP<sup>3</sup>.
15. Le FIDA conduit ses opérations dans diverses monnaies; la majeure partie des actifs du FIDA est libellée en droits de tirage spéciaux<sup>4</sup>, mais aux fins de l'information financière, les livres comptables sont tenus en dollars des États-Unis. Les fluctuations importantes du taux de change USD/DTS sont source de volatilité pour les comptes du FIDA.
16. La reconversion d'actifs en dollars des États-Unis à des fins d'information a toujours généré des mouvements de change qui apparaissent comme des gains/pertes latents portés sur l'état du résultat global du FIDA. Autrement dit, ils n'ont pas de répercussions sur la stabilité financière du FIDA puisque le Fonds

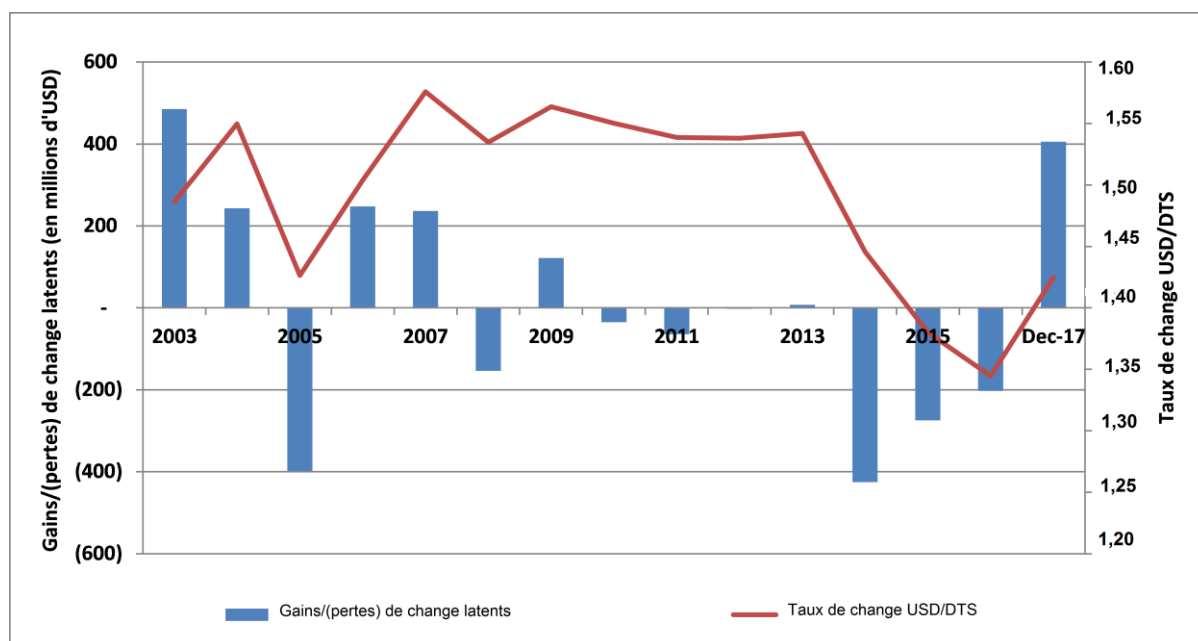
<sup>2</sup> Le ratio dette/fonds propres correspond: a) au rapport de la portion de l'encours de la dette correspondant au principal des emprunts sur le montant total des contributions et de la Réserve générale (exprimés en pourcentage); b) formule de calcul: (encours total de la dette en principal/contributions + Réserve générale).

<sup>3</sup> Ainsi, les taux d'intérêt appliqués à l'encours des prêts devraient être dans l'ensemble supérieurs au taux d'intérêt applicables aux engagement financiers.

<sup>4</sup> Le DTS est un panier de devises. La valeur du DTS est fondée sur un panier de cinq devises: le dollar des États-Unis, l'euro, le renminbi chinois, le yen japonais et la livre sterling britannique. Les pondérations relatives des cinq devises dans le nouveau panier fondé sur la nouvelle formule sont les suivantes: dollar des États-Unis - 41,73% (au lieu de 41,9% dans la révision de 2010); Euro - 30,93% (au lieu de 37,4% dans la révision de 2010); renminbi chinois - 10,92%; yen japonais - 8,33% (au lieu de 9,4% dans la révision de 2010); livre sterling - 8,09% (au lieu de 11,3% dans la révision de 2010).

veille à disposer de suffisamment de liquidités pour honorer ses obligations de décaissement. Le **risque de change** du FIDA est atténué en veillant à ce que les engagements au titre des prêts et des dons non décaissés (principalement libellés en DTS) aient pour contrepartie des actifs libellés dans le panier de devises du DTS. Les institutions comme le FIDA, qui évoluent dans un environnement multidevise, prévoient toujours des mouvements de change.

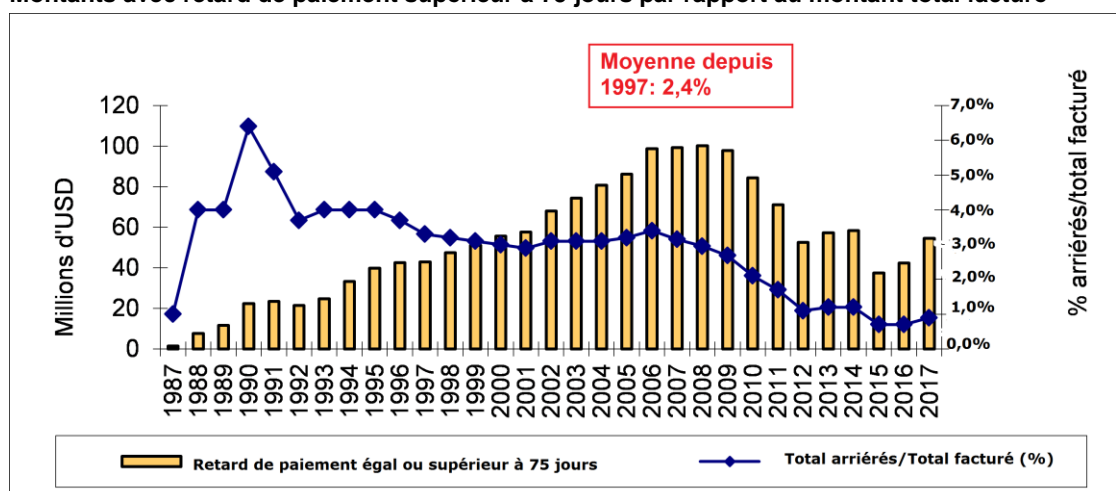
Figure 1  
Évolution des gains/(pertes) de change latents dus aux mouvements du taux de change USD/DTS depuis 2003



17. Après trois années consécutives de pertes latentes de change, un gain latent de change consolidé de 345,1 millions d'USD a été enregistré en 2017, dû principalement à l'appréciation du DTS par rapport au dollar des États-Unis. Par le passé, toutefois, ces mouvements se sont compensés, comme le montre la figure 1 ci-dessus.
18. Le Fonds jouit d'un statut de créancier privilégié et adopte plusieurs mesures opérationnelles pour réduire le risque d'accumulation du solde des arriérés (**risque de défaut**). Il peut s'agir de l'interruption des décaissements pour les prêts en situation d'arriérés de paiement depuis 75 jours et/ou la suspension de l'intégralité du portefeuille de pays. La figure 2 présente le pourcentage des montants pour lesquels le retard de paiement est supérieur à 75 jours par rapport au montant total facturé. Au 31 décembre 2017, le niveau des arriérés était inférieur à la moyenne historique de 2,4%.

Figure 2

Montants avec retard de paiement supérieur à 75 jours par rapport au montant total facturé



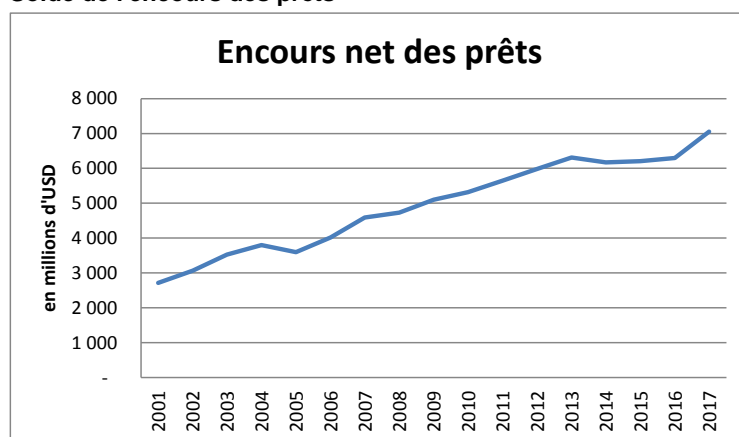
19. L'introduction de la Norme internationale d'information financière (IFRS) 9 sur les instruments financiers, et en particulier sur la dépréciation des prêts, sera achevée en 2018. La nouvelle norme d'information vise à renforcer les mesures d'évaluation du risque de défaut du portefeuille de prêts, étant donné que la provision reposera sur les pertes de crédit attendues associées à l'ensemble du cycle de vie du prêt.
20. Les risques et la performance associés au portefeuille de placements sont détaillés dans les notes annexes aux états financiers (appendice D) et dans le document intitulé "Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2017", soumis au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

#### IV. Activités opérationnelles du FIDA

21. Au cours de l'année 2017, le Fonds a approuvé des prêts et dons pour un montant total de 1 318,7 millions d'USD (2016: 822,0 millions d'USD). Ce montant est le plus haut jamais atteint à mi-parcours d'un cycle de reconstitution (on trouvera des précisions supplémentaires dans le tableau 2).
22. Le solde de l'encours des prêts a augmenté au fil des années; la majorité des prêts du FIDA sont accordés à des conditions particulièrement favorables, avec une période de remboursement pouvant aller jusqu'à 40 ans. Les prêts sont généralement décaissés sur une période moyenne de sept à huit ans.

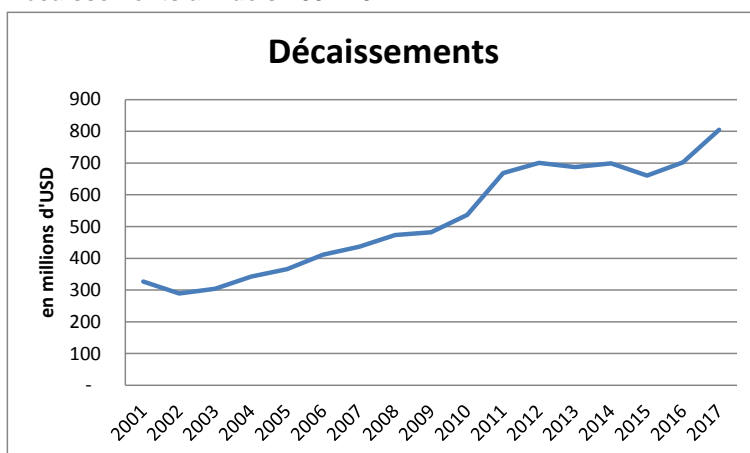
Figure 3

Solde de l'encours des prêts



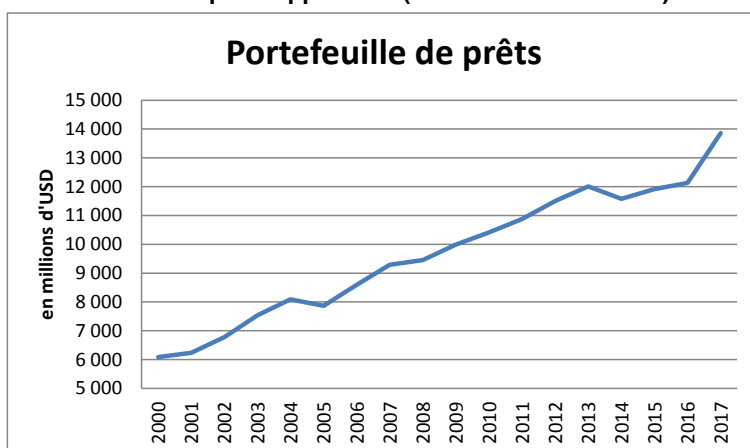
23. Dans l'ensemble, les activités opérationnelles annuelles sont en augmentation. La figure 4 illustre les tendances générales des décaissements pour les projets financés par le FIDA (par le biais des prêts, des dons et du CSD).

Figure 4  
**Décaissements annuels 2001-2017**



24. La figure 5 présente les tendances du portefeuille de prêts se rapportant au total cumulé des prêts approuvés (engagés).

Figure 5  
**Total cumulé des prêts approuvés (moins les annulations)**



25. Le tableau 2 et la figure 6 résument les informations relatives au volume des activités opérationnelles, et aux prêts approuvés par type de produit.

Tableau 2

**Flux et soldes des prêts et dons**

(en millions d'USD – valeurs nominales)

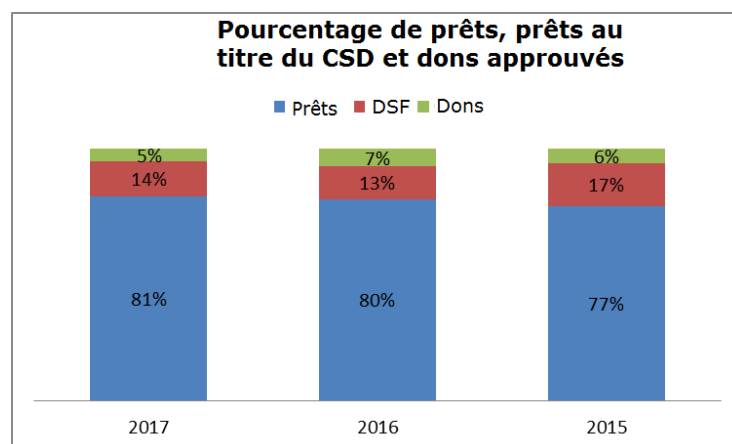
	2017	2016	2015
<b>Approuvés</b>			
Prêts approuvés	1 069,8	657,6	1 005,7
Prêts approuvés au titre du CSD	183,3	105,5	224,4
Dons approuvés	65,6	58,9	74,3
<b>Total approuvés</b>	<b>1 318,7</b>	<b>822,0</b>	<b>1 304,4</b>
<b>Encours/non décaissés*</b>			
Encours des prêts*	7 140,3	6 377,2	6 270,4
Dons CSD non décaissés*	828,5	740,0	780,4
Dons non décaissés*	98,0	80,5	68,1
<b>Décaissements</b>			
Décaissements des prêts	631,4	539,4	486,7
Décaissements au titre du CSD	127,8	123,9	125,6
Décaissements des dons	45,4	39,3	48,2
<b>Total des décaissements</b>	<b>804,6</b>	<b>702,6</b>	<b>660,5</b>
<b>Remboursement des prêts</b>	<b>315,9</b>	<b>299,2</b>	<b>274,4</b>

\* Soldes au 31 décembre en termes nominaux.

Figure 6

**Prêts, prêts au titre du CSD, dons approuvés, par année**

(en pourcentage)



26. Au cours de l'année 2017, le volume global des remboursements de prêts et des décaissements a été plus élevé que l'année précédente, aussi bien dans la monnaie de libellé que dans la monnaie de présentation de l'information financière.
27. Les intérêts perçus sur les prêts en 2017 ont été supérieurs à ceux de 2016 (en monnaie de libellé et en dollars) en raison de l'affaiblissement du dollar des États-Unis par rapport au DTS et du fait que les taux d'intérêt de référence fondés sur les taux de la Banque mondiale pour 2017 étaient plus élevés que ceux de 2016 (aussi bien pour les conditions ordinaires que pour les conditions mixtes).

## V. Activités de financement du FIDA

28. Conformément au cycle de reconstitution, en 2017, des instruments de contribution supplémentaires ont été reçus au titre de FIDA10. En témoigne une augmentation des fonds propres (contributions) de 156,5 millions d'USD en 2017, comparé à 2016. Au 31 décembre 2017, le total des fonds propres (capital versé) s'élevait à 8,2 milliards d'USD.
29. La valeur cumulée de la compensation supplémentaire reçue au titre du CSD s'est élevée à 2,8 millions d'USD, augmentant d'autant les bénéfices non distribués; la compensation due au titre du CSD durant la période couverte par FIDA10 s'élevait à 3,4 millions d'USD.
30. En novembre 2014, le FIDA a conclu un accord-cadre d'emprunt avec la Banque de développement KfW pour un montant de 400 millions d'EUR. Au cours de l'année 2017, le FIDA a procédé au tirage de la dernière tranche pour un montant de 150 millions d'EUR; le montant total du passif lié à l'emprunt s'élevait à 400 millions d'EUR au 31 décembre, soit l'équivalent de 480,3 millions d'USD.
31. Les négociations avec l'Agence française de développement (AFD) se sont achevées en mars 2017 avec la signature d'un accord de prêt d'un montant de 200 millions d'EUR.
32. La Consultation sur FIDA11 a débuté en février 2017. Les États membres du FIDA ont tenu quatre sessions de Consultation en 2017 au cours desquelles les orientations et priorités futures du Fonds ont été renforcées. En 2018, après une cinquième et dernière session de Consultation, les États membres sont convenus, pour FIDA11, d'un objectif de contributions de 1,2 milliard d'USD pour financer un programme de prêts et dons de 3,5 milliards d'USD pour les trois années de la période de FIDA11.

## VI. États financiers concernant uniquement le FIDA

### Bilan

33. L'analyse proposée ci-après porte sur l'appendice A des états financiers consolidés et les notes y relatives (appendice D).

### Actifs

34. **Liquidités et placements.** Le montant des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer, est resté stable à 1,3 milliard d'USD. Cette position est conforme aux hypothèses de reconstitution adoptées, à propos desquelles des informations détaillées figurent dans le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2017.
35. **Contributions à recevoir et billets à ordre à encaisser.** Le montant net des sommes à recevoir a diminué, passant de 0,58 milliard d'USD au 31 décembre 2016 à 0,35 milliard d'USD au 31 décembre 2017, ce qui est conforme au cycle de FIDA10, comme cela est présenté aux paragraphes 7 et 27.
36. **Encours des prêts.** L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE), était de 5,8 milliards d'USD au 31 décembre 2017 (2016: 5,2 milliards d'USD). Cette augmentation est le résultat de l'effet net des décaissements supplémentaires, des remboursements de prêts et de l'effet positif des variations de change.
37. Le montant de l'ajustement sur la base de la juste valeur en dollars des États-Unis a diminué, sous l'effet conjugué d'un alourdissement de la charge annuelle en juste valeur (due à l'augmentation globale des taux du marché en 2017) et de la correction opérée sur les prêts évalués à la juste valeur pour les exercices précédents.



Tableau 3  
**Encours des prêts**  
(en millions d'USD)

	2017	2016
<b>Encours des prêts en valeur nominale *</b>	<b>7 140,3</b>	<b>6 377,2</b>
Moins ajustement sur la base de la juste valeur	(1 280,6)	(1 182,8)
<b>Encours des prêts à la juste valeur *</b>	<b>5 859,7</b>	<b>5 194,4</b>

\* Soldes au 31 décembre.

38. **Provision pour dépréciation des prêts.** Le solde de la provision pour dépréciation des prêts, en valeur nominale, est passé de 59,6 millions d'USD en 2016 à 69,4 millions d'USD en 2017, du fait de la dégradation de la solvabilité de deux emprunteurs du FIDA. Au 31 décembre 2017, cette provision représentait 0,9% de l'encours des prêts (soit 7,1 milliards d'USD), pourcentage qui se situe bien en deçà de la moyenne historique de 2,4%.
39. **Allocation au titre de l'Initiative PPTTE.** La diminution de la provision, passant de 17,7 millions d'USD en valeur nominale en 2016 à 14,9 millions d'USD en 2017 résulte principalement des allègements de dette consentis aux pays éligibles. Le FIDA participe à l'Initiative PPTTE depuis 1997 (voir les détails à l'appendice J des états financiers). Au 31 décembre 2017, le coût total cumulé des allègements de dette approuvés par le FIDA s'élevait à 510,6 millions d'USD en valeur nominale; le montant des allègements de dette consentis à cette date se chiffrait à quelque 371,2 millions d'USD en principal et à 113,6 millions d'USD en intérêts.

#### Éléments de passif et fonds propres

40. **Endettement.** Au 31 décembre 2017, le passif lié à l'emprunt s'élevait à 400 millions d'EUR, soit l'équivalent de 480,3 millions d'USD.
41. **Contributions.** Le montant cumulé des contributions aux ressources ordinaires, déduction faite des provisions pour dépréciation, a augmenté, passant de 8,0 milliards d'USD au 31 décembre 2016 à 8,2 milliards d'USD un an plus tard, ce qui est conforme au cycle de reconstitution de FIDA10. Le tableau 4 ci-après fournit des informations importantes sur l'état des contributions à FIDA10.

Tableau 4  
**Flux de contributions**  
(en millions d'USD)

FIDA10	2017	2016
<b>Annonces de contribution</b>		
Ressources ordinaires	1 100,7	1 126,7
Compensation au titre du CSD	2,9	2,9
<b>Montant cumulé des annonces de contribution à ce jour*</b>	<b>1 103,6</b>	<b>1 129,6</b>
Moins: Instruments de contribution reçus	1 051,9	905,7
<b>Contributions annoncées mais non versées</b>	<b>51,7</b>	<b>223,9</b>
<b>Versements reçus</b>		
Versements en espèces	857,2	512,1
Versements au titre du CSD	2,8	2,3
<b>Total des versements reçus</b>	<b>860,0</b>	<b>514,4</b>

\* Au cours de l'année 2017, un pays membre a diminué son annonce de contribution au titre de FIDA10.

42. Un état détaillé des contributions des Membres à la reconstitution est présenté à l'appendice H des états financiers consolidés.

## État du résultat global (appendice B)

### Recettes

43. **Le produit des intérêts et commissions de service** perçus sur les prêts s'est chiffré à 57,4 millions d'USD en 2017, contre 51,8 millions d'USD en 2016.
44. **Le produit des liquidités et des placements** a diminué, passant de 46,0 millions d'USD en 2016 à 33,3 millions d'USD en 2017.
45. Les **dépenses** enregistrées en 2017 comprennent les dépenses engagées au titre du budget administratif annuel, mais financées au moyen de crédits budgétaires reportés des exercices précédents, ainsi que les dépenses afférentes au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) et les dépenses annuelles du Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS). Le tableau 5 compare les dépenses engagées en 2017 et en 2016 (voir appendice B).

Tableau 5

#### Dépenses de fonctionnement

(en millions d'USD)

Dépenses de fonctionnement	2017	2016	Variation +(-)
<b>Rémunération du personnel (salaires et prestations:</b>			
Salaires et ajustements de postes	52,5	52,2	0,3
Dépenses courantes de l'ASMCS	6,7	4,9	1,7
Autres prestations	30,1	23,4	6,9
<b>Sous-total</b>	<b>89,3</b>	<b>80,5</b>	<b>8,8</b>
Dépenses administratives courantes	39,8	33,1	6,7
Consultants et personnel extérieur	41,9	40,1	1,8
Coûts directs d'investissement	1,6	2,4	(0,8)
<b>Total</b>	<b>172,6</b>	<b>156,1</b>	

46. Les totaux ci-dessus comprennent les dépenses financées par d'autres sources (20,7 millions d'USD en 2017; 16,9 millions d'USD en 2016), principalement les dépenses remboursables par le Gouvernement italien (7,9 millions d'USD en 2017 contre 7,7 millions d'USD en 2016), dont la contrepartie est inscrite en recettes.
47. Les soldes ci-dessus comprennent également les coûts relatifs au personnel local des bureaux de pays du FIDA, d'un montant total de 5,2 millions d'USD en 2017 (4,8 millions d'USD en 2016) et les frais de fonctionnement et les dépenses relatives aux consultants, qui s'élèvent à 3,3 millions d'USD (contre 4,8 millions d'USD en 2016). L'administration des bureaux de pays est assurée par le biais d'accords de service, principalement avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et le Programme alimentaire mondial.
48. **Rémunération du personnel (salaires et prestations).** Les dépenses de rémunération du personnel et ajustements de poste sont demeurées stables. L'augmentation des autres prestations est principalement due à la hausse des dépenses courantes de l'AMACS (voir paragraphe 54) et à l'augmentation en rapport avec d'autres prestations déclenchée par l'affaiblissement d'approximativement 13,8% du dollar des États-Unis par rapport à l'euro.
49. **Dépenses administratives courantes.** Les dépenses administratives sont fortement liées à l'euro. En 2017, la valeur en termes de dollars des États-Unis a augmenté, atteignant 39,8 millions d'USD contre 33,1 millions d'USD en 2016, du fait de l'appréciation du dollar des États-Unis face à l'euro.

50. **Consultants et personnel extérieur** L'augmentation de ce montant, passé de 40,1 millions d'USD en 2016 à 41,9 millions d'USD un an plus tard, s'explique principalement par l'augmentation du volume des prestations fournies par des consultants et d'autres organisations
51. **Charges d'intérêt des prêts.** Au cours de l'année 2017, le FIDA a cumulé des charges d'intérêt et versé des commissions pour un montant d'environ 0,7 million d'USD en relation avec les activités d'emprunt auprès de la Banque de développement KFW.
52. **Ajustements pour variation de la juste valeur.** En 2017, un ajustement négatif de la juste valeur de 21,6 millions d'USD a été enregistré. Cela s'explique principalement par l'augmentation des taux du marché tout au long de l'année, entraînant l'utilisation d'un taux d'actualisation plus élevé dans le calcul de la juste valeur du portefeuille de prêts. La courbe moyenne des DTS s'établissait à 1,52% fin 2017, contre 1,26% fin 2016.
53. **Variations de change.** On trouvera au tableau 6 ci-après une analyse de ces variations.

Tableau 6

**Variations de change**

(en millions d'USD)

	2017	2016
<b>Gains nets latents cumulés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>19,8</b>	<b>189,3</b>
<b>Variations de change sur:</b>		
Encaisse et placements	30,7	(28,6)
Montants nets à recevoir/à payer	(11,5)	4,6
Encours des prêts et des dons	317,7	(146,0)
Billets à ordre et montants à recevoir des membres	22,8	(9,8)
Contributions des Membres	(20,8)	10,3
<b>Total des variations sur l'année</b>	<b>338,8</b>	<b>(169,5)</b>
<b>Gains nets latents cumulés au 31 décembre</b>	<b>358,6</b>	<b>19,8</b>

54. Comme indiqué ci-dessus (paragraphe 15 et 16), les actifs du FIDA sont principalement libellés en DTS, ou investis dans des actifs reproduisant le panier du DTS; de ce fait, la conversion de ces actifs en dollars des États-Unis à des fins de communication financière a généré un gain latent en 2017. Fin décembre 2017, les gains latents cumulés s'élevaient à 358,6 millions d'USD (tableau 6).
55. **Plan d'assurance maladie après la cessation de service.** En 2017, comme les années précédentes, le FIDA a chargé un actuaire de procéder à une évaluation indépendante du Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS). La méthode adoptée ne s'écarte pas de celle de l'année précédente, et les hypothèses retenues tiennent compte des conditions actuelles du marché. L'évaluation actuarielle de l'AMACS pour 2017 fait apparaître un engagement de 127,7 millions d'USD au 31 décembre 2017, contre 106,5 millions d'USD à la fin 2016. Le FIDA a enregistré, en 2017, pour les prestations au titre des services actuels, une charge d'un montant net de 6,1 millions d'USD (intérêts et coût des prestations au titre des services actuels inclus). Il en résulte une perte actuarielle latente nette de 15,1 millions d'USD (contre un gain actuariel latent de 22,2 millions d'USD en 2016). Cette variation des engagements est principalement due à l'adoption de nouvelles tables de mortalité et aux conditions actuelles du marché, qui ont également eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation des comptes de 2017 (à savoir 2,3% en 2017, contre 2,5% en 2016).

### **État des bénéfices non distribués (appendice B1)**

56. Le montant des bénéfices non distribués, dont le solde négatif était de 1 511,6 millions d'USD à la fin de 2016 est en baisse, puisqu'il est de 1 452,6 millions d'USD à la fin de 2017. Ce solde correspond au cumul des résultats comptables annuels découlant des opérations et des effets des variations de change, principalement parce que les soldes des prêts libellés en DTS ont été convertis en dollars des États-Unis, monnaie utilisée dans les documents d'information financière du FIDA. Le gain annuel total global de 58,7 millions d'USD enregistré en 2017 a été pris en compte dans le solde des bénéfices non distribués susmentionné; les compensations supplémentaires reçues durant l'année au titre du CSD se sont élevées à 0,3 million d'USD.
57. Les résultats annuels 2017 (revenu net, 58,7 millions d'USD) comprennent des recettes de 135,9 millions d'USD plus un gain de change latent de 338,8 millions d'USD, contrebalancés par des dépenses au titre des dons et au titre du CSD de 192,6 millions d'USD, des dépenses de fonctionnement (personnel, services de consultants, dépenses relatives aux fournisseurs) de 172,6 millions d'USD, et autres dépenses/ajustements comptables requis de 50,8 millions d'USD.
58. Conformément aux exigences des IFRS, la Réserve générale représente "l'appropriation des bénéfices non distribués". Au fil des années, le Conseil d'administration a approuvé plusieurs transferts (entre 1980 et 1994) portant la réserve à son niveau actuel de 95,0 millions d'USD.
59. Dans le courant de l'année 2017, la direction a procédé à un examen de l'adéquation de la Réserve générale. Ce document a été examiné par le Comité d'audit à sa cent quarante-cinquième réunion et approuvé par le Conseil d'administration à sa cent vingt et unième session. Les recommandations, adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarante et unième session, seront applicables pour l'exercice 2018. L'examen approfondi comprenait une comparaison avec d'autres institutions financières internationales. Il a été conclu que la réserve avait une valeur intrinsèque en tant que mécanisme permettant de garantir un cadre financier solide et d'améliorer les mesures souples d'atténuation des risques à la lumière de l'évolution du modèle d'activité du FIDA et des activités d'emprunt croissantes.
60. Pour l'exercice financier 2018, l'article XIII du Règlement financier sera modifié comme suit: "Le Conseil d'administration fixe le montant des transferts annuels de l'excédent accumulé à la Réserve générale, compte tenu de la situation financière du Fonds, *dans le contexte de l'examen/approbation de ses états financiers annuels vérifiés.*" (Le texte en italique est nouveau.)
61. Les aspects à prendre en compte pour l'évaluation des transferts annuels à la Réserve générale sont les suivants: le solde global de l'excédent/déficit accumulé; et les facteurs sous-jacents du revenu annuel net/de la perte annuelle nette, en particulier les soldes des gains/pertes latents.
62. Considérant qu'à la fin de 2017 le Fonds avait déclaré un gain global net sur une base consolidée de 78,2 millions d'USD et un gain global net de 58,7 millions d'USD pour le FIDA seulement, il est noté que le résultat de 2017 est principalement dû à des gains latents de taux de change. Considérant que les bénéfices nets non distribués restent négatifs à environ 1,4 milliard d'USD (aussi bien pour le bilan consolidé que pour le bilan FIDA seulement), il ne serait pas recommandé, à la fin de 2017, d'effectuer le moindre transfert à la Réserve générale.

### **État consolidé des flux de trésorerie (appendice C)**

63. L'appendice C présente les variations de la trésorerie et des placements non soumis à restriction figurant au bilan. Il est noté que 71,3% des soldes des liquidités et des placements consolidés se rapportent au FIDA (80,1% en 2016).

64. Les décaissements au titre des dons du FIDA ont augmenté, passant de 39,3 millions d'USD en 2016 à 45,4 millions d'USD en 2017. Les décaissements au titre de dons autres que ceux du FIDA ont également augmenté, passant de 90,5 millions d'USD en 2016 à 131,1 millions d'USD en 2017.
65. Les décaissements des financements au titre du CSD ont augmenté, passant de 123,9 millions d'USD en 2016 à 127,8 millions d'USD en 2017.
66. Les décaissements au titre des prêts du FIDA ont augmenté, passant de 539,4 millions d'USD en 2016 à 631,4 millions d'USD en 2017. Les décaissements au titre de prêts autres que ceux du FIDA ont également augmenté, passant de 50,4 millions d'USD en 2016 à 59,2 millions d'USD en 2017.
67. Au cours de l'année 2017, le FIDA a procédé au tirage de tranches supplémentaires au titre de la facilité d'emprunt auprès de la Banque de développement KfW pour un montant total de 150 millions d'EUR, soit l'équivalent de 174,1 millions d'USD.
68. Les versements en espèces et les tirages sur billets à ordre au titre des contributions aux reconstitutions ont atteint au total 378,0 millions d'USD en 2017, contre 242,7 millions d'USD en 2016.

## VII. Gouvernance

69. Le processus opérationnel du FIDA est en constante évolution, et plusieurs mesures ont été adoptées pour atténuer les risques sous-jacents.
70. Conformément au Cadre de contrôle interne pour les placements du FIDA, le personnel produit des informations utilisées dans le système de contrôle interne ou prend d'autres mesures nécessaires pour exercer un contrôle. Chacune des grandes entités de la gouvernance institutionnelle a un rôle particulier à jouer; au FIDA, cela se traduit comme suit:
  - i) **Le Conseil des Gouverneurs**, qui est l'organe plénier suprême du Fonds. Il est composé de représentants des États membres. Tous les pouvoirs du Fonds sont dévolus au Conseil des gouverneurs. Sous réserve des limitations énoncées dans la charte du Fonds, il peut déléguer des pouvoirs au Conseil d'administration.
  - ii) **Le Conseil d'administration, et le Comité d'audit** nommé par le Conseil d'administration. Tous deux supervisent le contrôle interne et la gestion des risques. Assisté du Comité d'Audit, le Conseil est tenu informé de toute modification des principes de fonctionnement du contrôle interne, et notamment des caractéristiques principales du processus de gestion des risques, un résumé des risques, des objectifs de contrôle et des points communs de contrôle pour l'information financière.
  - iii) **Les auditeurs internes** fournissent des services d'assurance et de conseil indépendants et objectifs, conçus pour apporter une valeur ajoutée et améliorer les opérations du FIDA. Cette fonction aide le FIDA à atteindre ses objectifs en assurant une approche systématique et rigoureuse de l'évaluation et de l'amélioration de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance.
  - iv) **Les auditeurs externes** de l'organisation mesurent l'efficacité des contrôles internes. Ils déterminent si les contrôles sont correctement conçus, mis en œuvre et fonctionnent efficacement tout en formulant des recommandations sur la façon d'améliorer les contrôles internes. De plus, les auditeurs externes déterminent si les états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds ainsi que sa performance et ses flux de trésorerie.

- v) **Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE)** procède à des évaluations des politiques, stratégies et opérations financées par le FIDA pour promouvoir la responsabilité et l'apprentissage. L'objectif principal est de contribuer à améliorer la performance du FIDA et de ses partenaires en matière d'appui à la transformation du monde rural dans les États membres en développement. Les évaluations indépendantes d'IOE évaluent l'impact des activités financées par le FIDA, analysent les réussites et les insuffisances et identifient les facteurs affectant la performance.
- vi) **La direction** est responsable de la conception, de l'approbation et de l'exécution du processus de contrôle interne et de gestion des risques en collaboration avec l'équipe de direction du groupe, les équipes de direction subsidiaires et les responsables financiers. En particulier, le Comité de gestion des risques institutionnels (ERM) est chargé d'appuyer et de superviser les activités de gestion des risques du FIDA. C'est un élément essentiel pour la gestion du risque opérationnel car il affecte les activités de placement du Fonds.
71. La direction et le personnel du FIDA se sont engagés à respecter le **Code de conduite** de l'organisation, qui a été établi pour régir leur conduite et faire en sorte qu'elle soit conforme aux intérêts du FIDA.
72. La direction du FIDA a pour objectif de s'assurer que les états financiers consolidés présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie du Fonds, conformément aux normes **IFRS** publiées par le Conseil international des normes comptables.
73. À ce titre, le FIDA a considéré que le référentiel adopté en 2013 par le Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (COSO) constitue une base appropriée pour l'approche de la direction en matière d'évaluation de l'efficacité des **contrôles internes en matière de rapports financiers (CIRF)**.
74. Depuis 2011, le FIDA a inclus dans ses états financiers une déclaration de la direction concernant l'efficacité du cadre du CIRF du FIDA. Une attestation des auditeurs externes (Deloitte) concernant la fiabilité de la déclaration de la direction a également été incluse depuis 2012.
75. L'autoévaluation de la direction par rapport à ce cadre des CIRF souligne l'engagement du FIDA en faveur de contrôles internes efficaces et de la volonté d'anticiper et de traiter les évolutions susceptibles d'affecter l'intégrité des états financiers. Cette position attentive place le FIDA au niveau des meilleures pratiques dans ce domaine. Les CIRF fournissent un compte rendu complet des processus du FIDA qui sous-tendent la préparation des états financiers et la mise en œuvre des contrôles internes sur les transactions ayant une incidence sur les états financiers.
76. Les CIRF font l'objet, chaque année, d'un contrôle interne et externe par sondage. Au total, 30 flux de processus, répartis sur six divisions et identifiant 62 contrôles clés sous-tendent les tests, qui sont effectués par les auditeurs pour assurer l'efficacité des CIRF. La mise à jour en temps opportun des flux de processus est coordonnée par la Division de la comptabilité et du Contrôleur (ACD). Les propriétaires de processus doivent s'assurer que les flux décrivent avec précision les activités actuellement exécutées, qu'ils reflètent les contrôles effectués en divers points du flux et indiquent clairement les contrôles clés. ACD doit veiller à ce que toutes les recommandations d'audit qui en résultent soient prises en considération et mises en œuvre en conséquence.